

COMITÉ EXÉCUTIF

Page 1 de 11

Résolutions adoptées à la 0079<sup>e</sup> séance  
Tenue 27 août 2013

Date d'adoption du procès-verbal :  
le 10 septembre 2013

E-0079-4.1 NOMINATION D'UN VICE-RECTEUR ADJOINT

Le Comité exécutif approuve la nomination de Mme **Claude Mailhot** à titre de vice-rectrice adjointe à la promotion de la qualité, à compter du 9 septembre 2013, pour un mandat d'une durée de deux ans, échéant le 31 mai 2015.

E-0079-4.2 ADOPTION D'UN RÉGIME D'EMPRUNTS À LONG TERME

ATTENDU que, conformément à l'article 78 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001), l'Université de Montréal (l'« **Emprunteur** ») désire instituer un régime d'emprunts lui permettant d'effectuer, de temps à autre d'ici le 30 juin 2014, des emprunts à long terme auprès de Financement-Québec, pour un montant n'excédant pas 144 000 000 \$;

ATTENDU que, conformément à l'article 83 de la Loi sur l'administration financière, l'Emprunteur désire prévoir, dans le cadre de ce régime d'emprunts, que le pouvoir d'emprunter et celui d'en approuver les conditions et modalités soient exercés par au moins deux de ses dirigeants;

ATTENDU qu'il y a lieu d'autoriser un régime d'emprunts visant les emprunts à long terme à être contractés par l'Emprunteur, d'établir le montant maximum des emprunts qui pourront être effectués en vertu de celui-ci, d'établir les caractéristiques et limites relativement aux emprunts à y être effectués et d'autoriser des dirigeants de l'Emprunteur à conclure tout emprunt en vertu de ce régime, à en établir les montants et les autres caractéristiques et à accepter les modalités et conditions relatives à chacun de ces emprunts;

ATTENDU que le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (le « **Ministre** ») a autorisé l'institution par l'Emprunteur du présent régime d'emprunts, selon les conditions auxquelles réfère sa lettre du 12 juillet 2013.

Après délibération, sur proposition dûment faite et appuyée,

le Comité exécutif autorise :

1. qu'un régime d'emprunts en vertu duquel l'Emprunteur peut, sous réserve des caractéristiques et limites énoncées ci-après, effectuer de temps à autre, d'ici le 30 juin 2014, des emprunts à long terme auprès de Financement-Québec, pour un montant n'excédant pas 144 000 000 \$, soit institué;

COMITÉ EXÉCUTIF

Page 2 de 11

Résolutions adoptées à la 0079<sup>e</sup> séance  
Tenue 27 août 2013

Date d'adoption du procès-verbal :  
le 10 septembre 2013

2. que les emprunts à long terme effectués par l'Emprunteur en vertu du Régime d'emprunts soient sujets aux caractéristiques et limites suivantes :
  - a) malgré les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, l'Emprunteur ne pourra, au cours de chacune des périodes de quinze mois s'étendant du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin et comprises dans la période visée au paragraphe 1, effectuer des emprunts qui auraient pour effet que le montant total approuvé pour l'Emprunteur, pour telle période, par le Conseil du trésor au titre de la programmation des emprunts à long terme des établissements universitaires, soit dépassé;
  - b) l'Emprunteur ne pourra effectuer un emprunt à moins de bénéficier d'une subvention du gouvernement du Québec conforme aux normes établies par le Conseil du trésor, au titre de l'octroi ou de la promesse de subventions aux établissements universitaires ainsi qu'aux termes et conditions déterminées par le ministre et pourvoyant au paiement en capital et intérêt de l'emprunt concerné même si, par ailleurs, le paiement de cette subvention est sujet à ce que les sommes requises à cette fin soient votées annuellement par le Parlement;
  - c) chaque emprunt ne pourra être effectué qu'en monnaie légale du Canada, sur le marché canadien ou auprès de Financement-Québec;
  - d) les emprunts seront effectués par l'émission de titres d'emprunt sur le marché canadien (les « **Obligations** ») ou auprès de Financement-Québec;
  - e) le produit de chaque emprunt ne pourra servir, outre le paiement des frais inhérents à l'emprunt concerné, qu'à l'une ou plusieurs des fins suivantes :
    - i) le financement des dépenses d'investissement faites par l'Emprunteur aux termes d'un plan d'investissement approuvé par le gouvernement du Québec;
    - ii) le refinancement d'une partie ou de la totalité d'emprunts antérieurs venus à échéance; ou
    - iii) le remboursement d'emprunts bancaires contractés en attente du financement à long terme ou de refinancement.

COMITÉ EXÉCUTIF

Page 3 de 11

Résolutions adoptées à la 0079<sup>e</sup> séance  
Tenue 27 août 2013

Date d'adoption du procès-verbal :  
le 10 septembre 2013

3. qu'aux fins de déterminer le montant total auquel réfère le paragraphe 1 ci-dessus, on ne tient compte que de la valeur nominale des emprunts effectués par l'Emprunteur;
4. que, dans le cas où les emprunts sont effectués **par l'émission d'Obligations**, l'Emprunteur accorde au ministre des Finances et de l'Économie le mandat irrévocable, pendant la durée du Régime d'emprunts :
  - a) de placer, pour le compte de l'Emprunteur, les emprunts autorisés en vertu du Régime d'emprunts, sous réserve des limites qui y sont énoncées et des caractéristiques qui y sont stipulées;
  - b) de convenir, pour le compte de l'Emprunteur, des modalités financières des émissions d'obligations avec les preneurs fermes de ces émissions qu'il aura choisis ;
  - c) de retenir, pour le compte de l'Emprunteur, les services de tout conseiller juridique, de toute société de fiducie et le cas échéant, d'un imprimeur et de convenir des modalités de la rétention de tel conseiller; de telle société de fiducie et, le cas échéant, de l'imprimeur.
5. que, dans le cas où les emprunts en vertu du Régime d'emprunts sont effectués **par l'émission d'Obligations**, chacun de ces emprunts comporte les caractéristiques suivantes :
  - a) la société de fiducie désignée par le ministre des Finances et de l'Économie, agissant pour le compte de l'Emprunteur, agira comme fiduciaire pour les porteurs d'obligations;
  - b) le conseiller juridique désigné par le ministre des Finances et de l'Économie, agissant pour le compte de l'Emprunteur, verra à préparer la documentation pertinente et à émettre un avis juridique sur la validité de l'emprunt et de l'émission d'obligations;
  - c) l'imprimeur désigné par le ministre des Finances et de l'Économie, agissant pour le compte de l'Emprunteur, verra à imprimer les certificats individuels d'obligations qui pourraient, dans les circonstances mentionnées à l'alinéa n) ci-après, être émis en échange du certificat global;
  - d) une circulaire d'offre relative à l'émission d'obligations sera émise par l'Emprunteur;

## COMITÉ EXÉCUTIF

Page 4 de 11

Résolutions adoptées à la 0079<sup>e</sup> séance  
Tenue 27 août 2013

Date d'adoption du procès-verbal :  
le 10 septembre 2013

- e) une fiducie d'utilité privée sera constituée par l'Emprunteur en vertu de la convention de fiducie principale ou, le cas échéant, de la convention de fiducie supplémentaire au bénéfice des porteurs d'obligations et la société de fiducie qui sera désignée par le ministre des Finances et de l'Économie, agissant pour le compte de l'Emprunteur, sera chargée de veiller à l'affectation de la créance de l'Emprunteur lui résultant de la subvention gouvernementale qui lui sera accordée, à l'administration du patrimoine fiduciaire qui sera constitué et à l'application de la convention de fiducie pertinente;
- f) les signataires ci-après autorisés de l'Emprunteur, sont autorisés à livrer le certificat global et les certificats d'obligations qui pourraient, le cas échéant, être émis en échange du certificat global à la société de fiducie précitée pour permettre à cette dernière de les certifier, à signer tous les documents nécessaires à cette fin et à leur livraison définitive à Services de dépôt et de compensation CDS Inc. (« **CDS** ») ou, le cas échéant, selon les instructions de CDS;
- g) les Obligations seront émises en vertu d'une convention de fiducie principale ou, le cas échéant, d'une convention de fiducie supplémentaire conclue entre l'Emprunteur, la société de fiducie et, à titre d'intervenant, le ministre et les Obligations seront régies par ces conventions de fiducie;
- h) dans la mesure où l'Emprunteur a déjà conclu une convention de fiducie principale avec la société de fiducie et le ministre permettant l'émission d'obligations inscrites en compte auprès de CDS, la convention de fiducie principale à laquelle on réfère ci-dessus sera cette convention de fiducie déjà conclue;
- i) par ailleurs, dans la mesure où l'Emprunteur n'a pas conclu une telle convention de fiducie principale, la convention de fiducie principale à laquelle on réfère ci-dessus sera celle dont le texte aura été porté en annexe au contrat de prise ferme des obligations conclu par le ministre des Finances et de l'Économie, agissant pour le compte de l'Emprunteur, et qui sera par la suite conclue entre ce dernier, la société de fiducie et le ministre;
- j) la convention de fiducie supplémentaire à laquelle on réfère ci-dessus sera celle dont le texte aura été porté en annexe au contrat de prise ferme des obligations conclu par le ministre des Finances et de l'Économie, agissant pour le compte de l'Emprunteur, et qui sera par la suite conclue entre ce dernier, la société de fiducie et le ministre;

COMITÉ EXÉCUTIF

Page 5 de 11

**Résolutions adoptées à la 0079<sup>e</sup> séance  
Tenue 27 août 2013**

Date d'adoption du procès-verbal :  
le 10 septembre 2013

- k) les Obligations seront vendues en vertu du contrat de prise ferme à intervenir entre le ministre des Finances et de l'Économie, agissant pour le compte de l'Emprunteur, et les preneurs fermes des Obligations aux prix et suivant les modalités dont ils conviendront;
- l) les Obligations seront inscrites en compte auprès de CDS, pourvu que CDS demeure un organisme d'autoréglementation reconnu par l'Autorité des marchés financiers du Québec, ou auprès de toute chambre de dépôt et de compensation qui aurait succédé à CDS pourvu qu'il s'agisse d'un organisme d'autoréglementation ainsi reconnu;
- m) les Obligations seront émises en coupures de 1 000 \$ ou de multiples entiers de ce montant et seront représentées par un certificat global pour leur pleine valeur nominale ou par un certificat global pour chaque tranche d'Obligations s'il devait y avoir plusieurs tranches, déposé auprès de CDS et immatriculé au nom du propriétaire pour compte désigné par CDS, au bénéfice des porteurs non-inscrits des Obligations et dont les intérêts respectifs dans celles-ci seront attestés par des inscriptions dans des registres;
- n) si CDS cessait d'agir comme dépositaire du certificat global, si CDS cessait d'être un organisme d'autoréglementation reconnu par l'Autorité des marchés financiers du Québec sans être remplacé par un tel organisme dans les trente (30) jours ou si l'Emprunteur désirait remplacer le certificat global par des certificats individuels d'obligations, les Obligations seraient alors représentées par des certificats individuels d'obligations entièrement immatriculés en coupures de 1 000 \$ ou de multiples entiers de ce montant;
- o) le paiement du capital et des intérêts sur les Obligations inscrites en compte auprès de CDS et représentées par un certificat global se fera par voie de crédit fait par CDS au compte respectif de ses adhérents qui détiennent des Obligations et par voie de crédit fait par ces derniers au compte respectif des porteurs non-inscrits d'obligations qu'ils représentent;
- p) s'il devait y avoir des certificats individuels d'obligations émis en remplacement du certificat global, le paiement des intérêts sur les certificats individuels d'obligations se ferait alors soit par chèque ou traite payable au pair et tiré sur une banque régie par la Loi sur les banques et les opérations bancaires (L.C. 1991, c. 46) ou sur une coopérative de services financiers régie par la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3), soit par virement de fonds dans un compte maintenu par le porteur inscrit du certificat individuel d'obligation concerné auprès d'un établissement financier dont l'identification aura été communiquée à la société de fiducie;

**COMITÉ EXÉCUTIF**

Page 6 de 11

**Résolutions adoptées à la 0079<sup>e</sup> séance  
Tenue 27 août 2013**

Date d'adoption du procès-verbal :  
le 10 septembre 2013

- q) dans le cas d'Obligations inscrites en compte auprès de CDS et représentées par un certificat global, la société de fiducie agira comme agent payeur;
- r) dans le cas d'Obligations représentées par des certificats individuels d'obligations, l'agent payeur sera la société de fiducie pour ce qui est du paiement des intérêts et, pour ce qui est du paiement du capital, toute succursale au Canada des banquiers de l'Emprunteur ou, au choix de ce dernier, toute coopérative de services financiers régie par la Loi sur les coopératives de services financiers et La Caisse centrale Desjardins du Québec, à Montréal;
- s) tout versement d'intérêt en souffrance sur les Obligations portera lui-même intérêt au même taux que celui que comportent les obligations concernées;
- t) les Obligations ne seront pas remboursables par anticipation au seul gré de l'Emprunteur, mais elles seront cependant achetables par lui sur le marché par soumission, de gré à gré ou par tout autre mode que l'Emprunteur estimera approprié, les Obligations ainsi achetées pouvant être réémises par l'Emprunteur en tout temps avant leur échéance;
- u) dans la mesure où des certificats individuels d'obligations seraient émis, ils seront échangeables, sans frais pour leurs porteurs inscrits, pour une valeur nominale globale égale de certificats individuels d'obligations de toutes coupures autorisées et de mêmes caractéristiques pourvu que le nombre réclamé de certificats individuels d'obligations soit, de l'avis de la société de fiducie, raisonnable dans les circonstances;
- v) le certificat global et les certificats individuels d'obligations qui pourraient, le cas échéant, être émis en échange du certificat global, seront signés, au nom de l'Emprunteur, par l'un ou l'autre des signataires ci-après autorisés, pourvu qu'ils soient deux agissant conjointement, ces signatures pouvant être remplacées par un fac-similé imprimé ou autrement reproduit qui aura le même effet qu'une signature manuscrite; le certificat global et les certificats individuels d'obligations, s'il en était, comporteront de plus un certificat de la société de fiducie, sous la signature de l'un de ses représentants autorisés;
- w) le certificat global et les certificats individuels d'obligations qui pourraient, le cas échéant, être émis en échange du certificat global, seront rédigés en la forme, porteront les numéros d'ordre et comporteront les énonciations non substantiellement incompatibles avec les dispositions des présentes que détermineront les représentants de l'Emprunteur qui les signeront;

**COMITÉ EXÉCUTIF**

Page 7 de 11

**Résolutions adoptées à la 0079<sup>e</sup> séance  
Tenue 27 août 2013**

Date d'adoption du procès-verbal :  
le 10 septembre 2013

- x) les Obligations seront garanties par le transfert à un patrimoine fiduciaire détenu par la société de fiducie de la créance que représente pour l'Emprunteur la subvention qui sera accordée à l'Emprunteur par le ministre, au nom du gouvernement du Québec, pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des Obligations de cette émission, étant entendu que ni l'Emprunteur ni la société de fiducie ne pourront exiger que les sommes devant être déposées auprès du ministre des Finances pour former un fonds d'amortissement leur soient remises par le ministre des Finances avant les dates prévues pour le paiement du capital des Obligations; et
  - y) les Obligations comporteront les modalités financières qui seront agréées par le ministre des Finances et de l'Économie, agissant pour le compte de l'Emprunteur, et par les preneurs fermes des Obligations lors de leur vente.
6. que l'Emprunteur soit autorisé à payer, à même le produit de chaque emprunt effectué par l'émission d'Obligations, et en accord avec la tarification établie par le ministre des Finances, les honoraires et débours de la société de fiducie, des conseillers juridiques et de l'imprimeur dont les services auront été retenus par le ministre des Finances et de l'Économie, agissant pour le compte de l'Emprunteur;
7. que l'Emprunteur soit autorisé, le cas échéant, à payer les honoraires annuels de la société de fiducie, dont les services auront été retenus, en accord avec la tarification établie par le ministre des Finances et de l'Économie;
8. que dans le cas où les emprunts en vertu du Régime d'emprunts sont effectués auprès de Financement-Québec, ceux-ci comportent les caractéristiques suivantes :
- a) l'Emprunteur pourra contracter un ou plusieurs emprunts pendant toute la durée du Régime d'emprunts jusqu'à concurrence du montant qui y est prévu, en tenant compte du montant qui pourrait être alloué à un ou des emprunts effectués par l'émission d'Obligations, et ce, aux termes d'une seule et unique convention de prêt à être conclue entre l'Emprunteur et Financement-Québec;
  - b) chaque emprunt sera constaté par un billet fait à l'ordre de Financement-Québec;
  - c) chaque emprunt ainsi contracté comportera les modalités financières qui seront déterminées conformément au décret numéro 238-2000 du 8 mars 2000, tel que ce décret pourra être modifié ou remplacé de temps à autre; et

COMITÉ EXÉCUTIF

Page 8 de 11

Résolutions adoptées à la 0079<sup>e</sup> séance  
Tenue 27 août 2013

Date d'adoption du procès-verbal :  
le 10 septembre 2013

- d) aux fins d'assurer le paiement à l'échéance du capital de chaque emprunt et des intérêts dus sur celui-ci, la créance que représente pour l'Emprunteur la subvention qui lui sera accordée par le ministre, au nom du gouvernement du Québec, sera affectée d'une hypothèque mobilière sans dépossession en faveur de Financement-Québec.
9. que l'Emprunteur soit autorisé à payer, à même le produit de chaque emprunt contracté auprès de Financement-Québec aux termes du Régime d'emprunts, les frais d'émission et les frais de gestion qui auront été convenus;
10. que l'un ou l'autre des dirigeants suivants :  
le vice-recteur aux finances et aux infrastructures, **M. Éric Filteau**  
le secrétaire général, **M. Alexandre Chabot**  
le recteur, **M. Guy Breton**  
le directeur général des services financiers, **M. Matthew Nowakowski**
- de l'Emprunteur, **pourvu qu'ils soient deux agissant conjointement**, soit autorisé, au nom de l'Emprunteur, à signer les conventions de fiducie principale et supplémentaire, les certificats globaux, les certificats individuels d'obligations, la convention de prêt, la convention d'hypothèque mobilière, le billet, à consentir à toutes les clauses et garanties non substantiellement incompatibles avec les dispositions des présentes, à recevoir le produit net des emprunts ou, le cas échéant, à consentir à ce qu'il soit reçu par la société de fiducie dont les services auront été retenus et à en donner bonne et valable quittance, à livrer, selon le cas, les certificats globaux, les certificats individuels d'obligations ou le billet, à apporter toutes les modifications à ces documents non substantiellement incompatibles avec les présentes, à poser tous les actes et à signer tous les documents, nécessaires ou utiles, pour donner plein effet aux présentes;
11. que, dans la mesure où l'Emprunteur a déjà adopté une résolution instituant un régime d'emprunts, pour les mêmes fins, la présente résolution remplace la résolution antérieure, sans pour autant affecter la validité des emprunts conclus sous son autorité avant la date du présent régime d'emprunts.

E-0079-4.3 APPROBATION DES VIREMENTS INTERFONDS PRÉSENTÉS AUX ÉTATS FINANCIERS 2012-2013

Le Comité exécutif approuve les virements interfonds à être présentés aux états financiers de l'année financière 2012-2013, conformément aux documents **2013-A0016/0079<sup>e</sup>/570** et **570.1** déposés aux archives.



**COMITÉ EXÉCUTIF**

Page 9 de 11

**Résolutions adoptées à la 0079<sup>e</sup> séance  
Tenue 27 août 2013**

Date d'adoption du procès-verbal :  
le 10 septembre 2013

E-0079-4.4 MODIFICATION DU MONTANT FORFAITAIRE POUR FAMILLES  
DÉRÈGLEMENTÉES

Le Comité exécutif autorise le secrétaire général, M. Alexandre Chabot, à modifier le «règlement relatif aux droits de scolarité et autres frais exigibles» (20.1) pour ajuster les droits forfaitaires exigibles des étudiants étrangers, selon le tableau apparaissant au document ci-dessous.

<u>Dérèglementés (tous)</u>	<u>2012-13</u>	<u>2013-14</u>
Droits de base	72,26 \$	74,14 \$
Forfaitaire	567,71 \$	582,47 \$
Total	639,97 \$	656,61 \$

<u>Règlementés – familles légères</u>		
Droits de base	72,26 \$	74,14 \$
Forfaitaire	413,13 \$	424,16 \$
Total	485,39 \$	498,30 \$

<u>Règlementés – familles lourdes</u>		
Droits de base	72,26 \$	74,14 \$
Forfaitaire	424,16 \$	482,26 \$
Total	496,42 \$	556,40 \$

E-0079-4.5 HONORAIRES PROFESSIONNELS SUPPLÉMENTAIRES - MISE AUX NORMES  
DE LA TOUR DU PAVILLON ROGER-GAUDRY (PH1)

Le Comité exécutif autorise le vice-recteur aux finances et infrastructures, M. Éric Filteau, à signer pour et au nom de l'Université, le changement no 4 au contrat BCK0001031 accordé à **Viau Bastien Gosselin Architectes**, lequel représente une dépense supplémentaire de 51 103,88 \$ (avant taxes), ce qui aura pour effet d'augmenter le montant dudit contrat à 203 711,38 \$ (avant taxes)

E-0079-4.6 CHAIRE EN ARTHROSE DE L'UDEM - SECOND AMENDEMENT À L'ENTENTE  
RELATIVE À LA CRÉATION

Le Comité exécutif approuve la signature de la **version révisée du Second amendement à l'entente relative à la création de la Chaire en arthrose de l'Université de Montréal**, lequel prend effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> avril 2011, et ce, jusqu'à la fin du mandat des deux cotitulaires actuels.

**COMITÉ EXÉCUTIF**

Page 10 de 11

**Résolutions adoptées à la 0079<sup>e</sup> séance  
Tenue 27 août 2013**

Date d'adoption du procès-verbal :  
le 10 septembre 2013

E-0079-5.1 NOMINATIONS ET RENOUVELLEMENTS DE NOMINATIONS DE  
PROFESSEURS-CHERCHEURS

Le Comité exécutif procède aux renouvellements et aux nominations des professeurs et chercheurs dont les noms paraissent au document **2013-A0016/0079<sup>e</sup>/565 et annexe** déposés aux archives.

E-0079-5.2 ÉCOLE DE SANTÉ PUBLIQUE (ESPUM)

E-0079-5.2.1 NOMINATION DE DEUX OFFICIERS

Le Comité exécutif nomme, à compter du 28 août 2013 pour un mandat se terminant au plus tard le 31 mai 2017 :

- Mme **Lise Lamothe**, professeure titulaire au Département d'administration de la santé, à titre de vice-doyenne aux études;
- M. **André Dufresne**, professeur titulaire au Département de santé environnementale et santé au travail, à titre de vice-doyen aux affaires professorales et secrétaire.

E-0079-5.2.2 NOMINATION D'UN DIRECTEUR INTÉRIMAIRE AU DÉPARTEMENT DE SANTÉ  
ENVIRONNEMENTALE ET SANTÉ AU TRAVAIL

Le Comité exécutif nomme M. **Kannan Krishnan**, professeure titulaire au Département d'administration de santé environnementale et santé au travail, à titre de directeur dudit Département, à compter du 28 août 2013 et jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur, soit pour un mandat ne dépassant pas six mois, ou au plus tard jusqu'au 27 février 2014.

E-0079-5.3 RÉVOCATION DE GRADE OCTROYÉ (FAS)

Le Comité exécutif révoque le grade octroyé par erreur à Mme **Émilie Choinière (CHOE04618900)**, déjà approuvé par le Comité exécutif de la Faculté des arts et des sciences le 20 février 2013 (CEFAS-593-2) et par le Comité exécutif de l'Université le 12 mars 2013 (E-74-5.3), selon les dispositions apparaissant aux documents **2013-A0016/0079<sup>e</sup>/566, 566.1 et 566.2.**

**COMITÉ EXÉCUTIF**

Page 11 de 11

**Résolutions adoptées à la 0079<sup>e</sup> séance  
Tenue 27 août 2013**

Date d'adoption du procès-verbal :  
le 10 septembre 2013

E-0079-5.4 OCTROI DE GRADES

Le Comité exécutif décerne les grades supérieurs et de premier cycle conformément aux dates mentionnées et au document **2013-A0016/0079<sup>e</sup>/578 à 578.17** déposé aux archives de l'Université.

Le secrétaire général

Alexandre Chabot